

LES AFFAIRES EXTÉRIEURES

LA GUERRE DU VIETNAM—LA POSITION DU
GOUVERNEMENT—LA QUESTION DEVANT LE CONSEIL
DE SÉCURITÉ

[Traduction]

M. Andrew Brewin (Greenwood): Monsieur l'Orateur, ma question s'adresse au secrétaire d'État aux Affaires extérieures. Hier, le premier ministre a répondu à une série de questions touchant la nouvelle crise survenue au Vietnam en déclarant, je crois, que lui-même ou le ministre pourrait se prononcer sur la position du gouvernement, le cas échéant. Le ministre se propose-t-il de faire connaître prochainement la position du gouvernement devant cette crise?

L'hon. Mitchell Sharp (secrétaire d'État aux Affaires extérieures): Monsieur l'Orateur, j'ai lu la réponse du premier ministre hier. Nous étudions la nécessité ou non de faire une telle déclaration, a-t-il dit. Après réflexion, je ne crois pas qu'il serait utile en ce moment de faire ce genre de déclaration et je ne me propose pas d'en faire une aujourd'hui ou demain.

M. Brewin: Le ministre va-t-il essayer de faire en sorte que le Conseil de sécurité des Nations Unies soit saisi de la situation au Vietnam comme d'une grave menace à la paix dans le monde?

L'hon. M. Sharp: Monsieur l'Orateur, nous appuyons vivement l'offre du secrétaire général des Nations Unies de mettre ses bons offices à la disposition des pays à cette fin. Nous ne voyons pas d'inconvénient à ce que le Conseil de sécurité soit saisi de la question, pourvu que les pays les plus directement intéressés le souhaitent et que le secrétaire général soit de cet avis. Notre pays n'est pas membre du Conseil de sécurité. D'autre part, nous ne négligerons aucune occasion de mettre fin à cette guerre.

Le très hon. J. G. Diefenbaker (Prince-Albert): Une question supplémentaire monsieur l'Orateur. Hier, le premier ministre a clairement indiqué qu'il ne se laisserait pas entraîner dans de virulentes discussions contre les Américains, malgré les pressions que pourraient exercer les divers partis à la Chambre. Dans cet esprit a-t-il songé sérieusement depuis hier à prendre au moins la parole pour assurer les Canadiens que, de l'avis du gouvernement canadien, ce qui se passe aujourd'hui au Vietnam correspond à la position très difficile où les États-Unis se trouvent eux-mêmes là-bas?

Le très hon. P. E. Trudeau (premier ministre): Monsieur l'Orateur, je ne sais si je vais répondre au désir du très honorable représentant, mais je vais tâcher de le faire en lui disant simplement que notre parti ne voit pas la nécessité d'empêcher la désunion en se livrant à l'anti-américanisme.

Des voix: Bravo!

Le très hon. M. Diefenbaker: Le premier ministre est tellement d'accord que je ne vois pas de raison pour les applaudissements que m'adressent nos vis-à-vis. Je demande au premier ministre, et j'espère pouvoir me faire comprendre de ceux qui savent comprendre, s'il est disposé à dire au moins comme nous, au nom du Canada, qu'on ne devrait pas blâmer les États-Unis comme on le fait aujourd'hui dans certains endroits du pays.

Des voix: Bravo!

SANTÉ NATIONALE ET BIEN-ÊTRE SOCIAL

LE PROGRAMME «NOUVEAUX HORIZONS POUR LES
PERSONNES ÂGÉES»—L'IMMINENCE D'UNE MESURE
LÉGISLATIVE

M. Warren Allmand (Notre-Dame-de-Grâce): Monsieur l'Orateur, ma question s'adresse au ministre de la Santé nationale et du Bien-être social. Au cours de son exposé budgétaire lundi soir, le ministre des Finances a annoncé l'établissement d'un nouveau programme intitulé «Nouveaux horizons pour les personnes âgées», destiné à aider les retraités à participer davantage à la vie communautaire. Le ministre nous dirait-il s'il va bientôt présenter une mesure législative à cette fin?

L'hon. John C. Munro (ministre de la Santé nationale et du Bien-être social): Monsieur l'Orateur, je ne crois pas que le programme exige une mesure législative spéciale au sens où semble l'entendre le député. Comme l'a signalé le ministre des Finances, j'annoncerai sous peu les détails du programme en question.

* * *

LES AFFAIRES EXTÉRIEURES

LES ESSAIS NUCLÉAIRES PROJÉTÉS PAR LA FRANCE—LA
POSITION DU GOUVERNEMENT

M. A. D. Alkenbrack (Frontenac-Lennox et Addington): Monsieur l'Orateur, ma question s'adresse au secrétaire d'État aux Affaires extérieures. Elle m'est inspirée par le fait que, dans le passé, le gouvernement a été très circonspect à l'égard des essais nucléaires des autres pays. Que pense-t-il de l'intention du gouvernement français de procéder à des épreuves nucléaires atmosphériques cet été dans le sud du Pacifique?

M. l'Orateur: A l'ordre. Cette question, me semble-t-il, a déjà été posée, mais le ministre pourra répondre brièvement.

L'hon. Mitchell Sharp (secrétaire d'État aux Affaires extérieures): Monsieur l'Orateur, en réponse, me serait-il permis de déposer une copie de la note qui a été remise au gouvernement de la France à ce sujet?

M. l'Orateur: Les députés sont-ils d'accord?

Des voix: D'accord.

* * *

LA CONSOMMATION

LA HAUSSE DU COÛT DE L'ALIMENTATION—LA
RECHERCHE DES CAUSES

Mme Grace MacInnis (Vancouver-Kingsway): Monsieur l'Orateur, ma question s'adresse au premier ministre. Comme le coût des aliments consommés dans les foyers a monté de 7.4 p. 100 d'avril 1971 à avril 1972 et, en outre, comme les bénéficiaires des chaînes de magasins d'alimentation, dont la George Weston, ont atteint près de 3.5 millions de dollars au cours du premier trimestre de 1972, le gouvernement amorcera-t-il une enquête pour vérifier si la hausse du coût de l'alimentation, fardeau tellement lourd pour les gens à revenus modiques...